

beurre de l'Ouest canadien. J'entends dire la même chose dans les provinces Maritimes. Apparemment, la Commission ne nous vise pas spécialement. Je me demande si elle sait que le producteur de crème est celui qui élève le bétail qui se retrouve dans les prés d'emboche, où il s'engraisse. Elle n'agit pas comme si elle le savait. Ainsi, elle préfère éliminer le petit producteur, et nous restons avec un excédent de lait en poudre dans les provinces centrales du Québec et de l'Ontario, et ce problème est aussi grave que l'était autrefois celui des excédents de beurre.

Quelle est notre politique? Qu'on nous le dise. La Commission d'étude a conseillé l'abolition des subventions aux grains de provende transportés vers l'Est; est-ce bien la mesure voulue dans la conjoncture actuelle? Quand l'Ouest du Canada produit un excédent de céréales, allons-nous rééquiper les cultivateurs des Maritimes et des provinces de l'Atlantique afin qu'eux aussi produisent des céréales? Voulons-nous qu'ils s'achètent des moissonneuses et des batteuses et tout l'outillage nécessaire pour produire des céréales afin qu'ils fassent double emploi avec les producteurs des Prairies? Ne serait-il pas plus sensé, tout au moins dans l'avenir prévisible, de continuer à transporter les céréales de l'endroit où on les produit et de laisser les cultivateurs des provinces de l'Atlantique continuer à élever des volailles et des bestiaux, car, essentiellement, ils produisent ce dont ils ont besoin dans la région? Faisons preuve de bon sens et fondons nos décisions là-dessus? Certains me disent: «Vous êtes de l'Ouest, donc vous ne devriez pas vouloir que les grains de provende soient transportés vers l'Est. Vous devriez vouloir les conserver chez vous.» C'est là de la pure absurdité. D'une manière ou d'une autre, ils vont obtenir leur grain de provende. Si nous ne leur vendons pas ce qu'ils veulent, ils l'achèteront ailleurs. Nous aurons un excédent, mais nous produirons toujours des porcs et des bovins en concurrence avec eux. Voulons-nous le marché ou voulons-nous le fermer et le laisser aux producteurs de maïs de quelque autre endroit? Voulons-nous doubler les dépenses d'établissement à un moment où les taux d'intérêt n'ont jamais été plus élevés? Si nous voulons passer à un autre genre de production dans l'Ouest, ne devrions-nous pas mettre des subventions d'équipement à la disposition des agriculteurs qui sont disposés à transformer leur exploitation en pâturages, en parcs d'emboche ou à d'autres fins, et cela, à des taux d'intérêt réduits? Le gouvernement pense que les agriculteurs de l'Ouest, dans l'état actuel des choses, vont pouvoir immobiliser des millions pour s'adapter...

[M. Gleave.]

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

Des voix: Continuez.

M. Gleave: Je serai bref, monsieur l'Orateur. Je prétends que si nous devons apporter des changements, si nous voulons avoir de nouveau 20 ou 24 millions d'acres d'emblavures, et pour que ces terres restent productives, il faudra élaborer un programme. Nous ne sommes pas à bout de ressources, et je suis loin d'être pessimiste quant à l'Ouest canadien. Si nous procédons avec logique, nous réussirons. Peut-être suis-je enclin à l'optimisme parce j'ai toujours vécu là-bas. C'est un pays productif et riche. On en a abusé, on l'a trompé, mais jamais on ne le ruinera.

Examinons donc les solutions de rechange, notamment un bon programme de mise en marché pour les provendes, les graines oléagineuses et le bétail. Que le gouvernement trouve un peu d'argent tout de suite, juste assez pour stabiliser la situation, et puis qu'il mette au point un programme qui nous permettra de vivre et d'envisager l'avenir avec confiance.

M. Cliff Downey (Battle-River): C'est pour moi un plaisir de prendre la parole ce soir pour intervenir dans un débat sur un problème aussi important et aussi urgent que celui des difficultés de trésorerie qu'éprouvent les fermiers de l'Ouest. Quand je suis là-bas dans l'Ouest, j'essaie toujours de dépeindre les membres du gouvernement comme des personnes dévouées, ayant le sens de leurs responsabilités, mais quand la Chambre passe des semaines sur des questions comme celle du bill omnibus ou du bill sur les langues pendant que les fermiers dans l'Ouest sont plongés dans la crise et s'enfoncent dans la faillite chaque jour, j'ai du mal à m'expliquer. Les gens de l'Ouest me demandent: «A quoi se dévoue le gouvernement et à qui est-il comptable?»

Je ne prendrai pas la peine de traiter des aspects de la question concernant la commercialisation et les faibles contingents qui ont déjà fait l'objet des commentaires de précédents orateurs. Je pense qu'ils ont bien parlé là-dessus. Or, voici que dans l'Ouest, en plus des autres problèmes, surgit une nouvelle difficulté qui doit atteindre les producteurs de bœuf et de céréales secondaires: je veux parler du gel qui a frappé des surfaces étendues la semaine dernière, depuis la région de la rivière de la Paix jusqu'à Brandon, dans le Manitoba. Si aucune aide n'est accordée d'ici quelques semaines, ces récoltes gelées, qui